

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 24 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GROUPE MEAC S.A.S

Lieu-dit "Les Chirons"
86320 SILLARS

Références : 2026 633 Ubd16-86 ENV86

Code AIOT : 0007201047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 de la carrière exploitée par le GROUPE MEAC S.A.S., implantée au lieu-dit "Les Pièces de Laloeuf" 86320 SILLARS. L'inspection a été annoncée le 28 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC S.A.S.
- Lieu-dit "Les Pièces de Laloeuf" 86320 SILLARS
- Code AIOT : 0007201047
- Régime : Autorisation

La carrière à ciel ouvert de Sillars est exploitée par la société MEAC, filiale du groupe OMYA. Elle y extrait de la dolomie, activité autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31 et 35	Demande de justificatif	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10	Demande d'action corrective	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des risques chimiques apparaît relativement bien maîtrisée par l'exploitant sur l'emprise de sa carrière et de son usine au regard des enjeux. Des ateliers de formation et des exercices de mise en situation liés aux risques chimiques sont mis en place annuellement pour le personnel.

La gestion du stockage des produits chimiques doit néanmoins être revue auprès du sous-traitant en charge d'une partie du process de fabrication industrielle, dont le local offre des capacités de rétention insuffisantes au regard des quantités de produits liquides stockés.

Une vigilance est également demandée quant à la veille documentaire menée sur les FDS, dont certaines sont susceptibles d'être obsolètes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescriptions contrôlées : Article 31 : « <i>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. »</i> Article 35 : « <i>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</i>
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite l'ensemble des fiches de données de sécurité des

<p>produits chimiques entreposés sur le site. Lors de la visite, il a été constaté la disponibilité de ces FDS, accessibles pour tout le personnel depuis un classeur tenu à disposition à l'accueil.</p> <p>L'opérateur de production est chargé d'assurer une veille documentaire de ces fiches afin de tenir compte des éventuelles mises à jour.</p> <p>Parmi les FDS transmises, il est relevé que certaines d'entre-elles sont présentées dans une version antérieure à l'année 2020 et pourraient donc être obsolètes.</p> <p>Il s'agit par exemple d'huile pour moteur (Q8 T750 15W, Q8 garden oil), huile hydraulique (Cat Hydo), d'essence (sans-plomb 95), de GNL ainsi que quelques sprays, dégrissant et nettoyant stockés à l'atelier.</p> <p>Certains produits chimiques nécessitent une qualification initiale pour leur transport en tant que matières dangereuses. L'exploitant est en mesure de fournir les certifications ADR des agents qualifiés ainsi que les attestations de présence à la dernière formation en date du 28 juin 2024.</p> <p>En outre, l'exploitant organise régulièrement des ateliers de formation et de sensibilisation du personnel au risque chimique. En particulier, un atelier Chimirisk a été organisé en 2024 à destination du personnel et des sous-traitants afin notamment de faciliter la lecture et la compréhension des FDS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera que l'ensemble de ses FDS ne soit pas obsolète et fournira le cas échéant les dernières versions mises à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, la mise en œuvre des prescriptions mentionnées dans les fiches de données de sécurité d'huile réducteur (Carter EP 220) et de graisse (copal gep 0) ont été vérifiées.</p> <p>La mise en œuvre des prescriptions n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection, de même que les mesures de maîtrise des risques. Les mesures de lutte contre l'incendie sont également adaptées aux enjeux. En cas de déversement accidentel, l'exploitant dispose d'équipements de sécurité adaptés et de kits antipollution dans chacun des engins.</p> <p>Des exercices de mise en situation sont régulièrement mis en place par l'exploitant.</p> <p>Ce dernier est en effet en mesure de transmettre les deux derniers comptes-rendus d'exercice de préparation aux situations d'urgence (29/07/2024 et 18/12/2025), dont le scénario consistait en une simulation d'un déversement accidentel et mise en application des consignes établies pour identifier le produit et mettre en œuvre les mesures adéquates.</p> <p>Ces exercices ont contribué à la mise en œuvre d'axes d'amélioration, tels que l'ajout de bouchons d'obturation adaptés aux collecteurs d'eau des aires de stationnement afin d'empêcher le</p>

déversement accidentel des produits chimiques dans les canalisations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <p><i>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</i></p> <p><i>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i></p> <p><i>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</i></p> <p><i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</i></p> <p><i>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. [...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de deux cuves extérieures pour le GNL et le GNR, pour un volume de respectivement 30 tonnes et 3,5 m³, ainsi que d'un atelier de 20 m² à l'intérieur de l'usine lui permettant le stockage de produits liquides de moindre volume (huiles, graisse, gazole, adblue, ...). À chaque conteneur ou bidon entreposé dans l'atelier est associé une rétention dont le volume est précisé à l'aide d'une affiche, et suffisamment dimensionné au regard de la capacité de chaque réservoir.</p> <p>Un autre local de stockage de type conteneur est présent sur le site, celui-ci est géré par la société Dumont, sous-traitant en charge d'une partie du process de fabrication industrielle mené sur le site.</p> <p>Dans le local du sous-traitant contenant environ 1000 litres de produits chimiques (adblue, lave-glace, huile moteur, GNR, ...), l'inspection constate la présence de nombreux bidons ou récipients amassés sur des rétentions de capacité insuffisante par rapport au volume de liquides stockés (voir annexe).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, en tant que responsable de toutes les activités au sein de l'emprise ICPE, mettra en place des actions correctives afin de s'assurer que les produits chimiques stockés dans le local du sous-traitant Dumont soient entreposés sur des capacités de rétention suffisamment dimensionnées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : « [...] <i>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]</i> »
Constats : Lors de la visite, aucune incompatibilité de stockage n'a été constatée. À noter que l'exploitant affiche à l'entrée du local de stockage à l'intérieur de l'usine un tableau des incompatibilités entre produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</i> »
Constats : Lors de la visite, un état actualisé des stocks de produits dangereux ainsi qu'un plan de localisation des risques ont été présentés et n'appellent pas de remarques. Le volume du stock est géré par un logiciel de gestion de production. L'exploitant tient à jour un état des stocks mensuels pour le GNR et le GNL par différence des entrées et des sorties, et assure un suivi au fil de l'eau pour les produits stockés dans les fûts. Des tableaux de suivis quotidiens des volumes de GNR et GNL sont en place, une commande de réapprovisionnement vers le fournisseur se déclenche automatiquement dès qu'un certain seuil est dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite